

L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
19 novembre 1976

No 569

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 579

Face au chantage de la commission «trilatérale»

La riposte de l'OPEP

Le «Monde diplomatique» de ce mois publie d'intéressantes révélations sur les soutiens apportés à la candidature de Jimmy CARTER, qui, curieusement, n'ont encore trouvé que peu d'échos dans la grande presse.

Il est précisé que l'irrésistible ascension du marchand de cacahuètes qui a remporté de justesse le fauteuil présidentiel américain, a été préparée, financée et soutenue par les membres américains d'une certaine «commission trilatérale» dont il est un des membres les plus actifs.

La dite commission, créée en 1973, année où Kissinger adressait une sévère mise en garde aux pays d'Europe occidentale, les invitant fermement à resserrer les rangs sous la houlette de Washington, comprend environ 200 «personnalités» des USA, d'Europe occidentale et du Japon. Un commun souci les rassemble : la préoccupation de «voir les démocraties rongées de l'intérieur par le poids démesuré qu'y ont les intellectuels et les journalistes», d'où la nécessité impérieuse de «renforcer l'autorité de l'Etat». Ces porte-paroles des monopoles occidentaux affirment également leur volonté de resserrer les rangs «face aux revendications du tiers monde», face également aux ambitions soviétiques.

La création de l'Agence internationale de l'énergie visant à grouper les pays consommateurs de pétrole pour faire pièce aux légitimes revendications des pays producteurs regroupés au sein de l'OPEP, est sans nul doute l'émanation de cette commission trilatérale qui vient de fabriquer de toutes pièces le nouveau président de l'impérialisme US.

Quelles sont les forces occultes qui la composent ? En y regardant de près, on voit que, loin d'être l'élu des pauvres, des jeunes et des noirs, comme le veut la propagande officielle, Jimmy Carter est bien le produit des puissances financières américaines. Sont en effet membres de la «trilatérale» pour les USA : les PDG de la Chase Manhattan Bank, de Coca-Cola, Bendix, Caterpillar, Texas Instrument, etc. Côté français, il n'est

pas inintéressant de relever outre le nom de «M. le professeur Raymond Barre», promu depuis lors premier ministre du gouvernement des monopoles français, ceux des PDG de Péchiney-

Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, EDF, UAP, Banque de Paris et des Pays-Bas et aussi de René Bonnetty de la CFDT, et de Michel Debatisse (FNSEA).

(Suite p. 2)

Brejnev en Yougoslavie

Le loup déguisé en agneau

La visite que Brejnev, accompagné d'une imposante délégation, vient d'effectuer en Yougoslavie n'a pas connu le franc succès que l'on veut bien dire.

Certes les déclarations d'amitié et de bonnes intentions réciproques n'ont pas manqué au cours de ces 48 h de visite officielle. Mais de-ci, de-là, de fausses notes révélaient qu'au-delà des protestations officielles la tension demeure.

Aucune rencontre bilatérale importante n'avait eu lieu entre les deux pays depuis 1973. Cette froideur était entretenue par les Yougoslaves parfaitement au courant des tentatives de subversion interne suscitées et encouragées dans leur pays à l'initiative de Moscou.

Mettant la charrue avant les bœufs, la presse soviétique a salué ces entretiens en les situant sans vergogne dans le cadre de ceux que Moscou mène traditionnellement avec ses satellites, (ce qui ne saurait plaire aux Yougoslaves !) et souligné avec ostentation les nombreuses «réserves inemployées» de collaboration dans tous les domaines entre les deux pays.

Dans son premier commentaire réservé à cette visite, l'Agence Yougoslave Tanyoug donne d'emblée le ton mis à cette rencontre par la partie yougoslave. Elle est placée, précise-t-elle sur les «principes d'indépendance, de souveraineté, d'intégrité, d'égalité, de non-immixtion dans les affaires intérieures, d'indivisibilité de la paix et de la coexis-

tence pacifique» : ce luxe de précisions n'est pas gratuit !

C'est sans aucune doute à cette vigilance extrême que Brejnev a voulu répondre en s'exclamant que «l'Union soviétique n'est pas un loup assoiffé de sang s'appropriant à dépecer et avaler la Yougoslavie, pauvre chaperon rouge sans défense !»

Ce n'est pas seulement la «gaffe» de Jimmy Carter affirmant que les USA n'interviendraient pas en Europe si l'URSS envahissait la Yougoslavie à la mort de Tito, qui est ainsi visée par Brejnev mais aussi tous les efforts de la Yougoslavie pour renforcer sa défense nationale et préparer son peuple à une éventuelle agression.

Il n'est pas exclu que, inquiet des intentions américaines à son égard, Tito ait décidé de lâcher un peu de lest vis à vis de Moscou mais un porte-parole Yougoslave a rappelé que cela ne saurait aller bien loin : La Yougoslavie, a-t-il déclaré, n'a fait «aucune concession» au cours de cette visite et les divergences de Belgrade avec Moscou demeurent «figées» et doivent être «recherchées dans les silences du communiqué commun». Il a enfin révélé qu'il n'avait pas été question de la conclusion d'un quelconque «traité d'amitié» avec Moscou et que l'orientation non-alignée de la Yougoslavie était un choix durable. Mise au point qui ne plaira guère au chef de file du social-impérialisme soviétique !

(Suite p. 3)

Pendant que la bourgeoisie menace et ment

La révolte gronde chez les chômeurs

Comme on le sait, le chômage s'accroît dans de grandes proportions à la mesure de l'approfondissement actuel de la crise du système capitaliste et le million de chômeurs «officiels» est déjà dépassé.

Dans le cadre de sa «lutte sans merci contre l'inflation» la bourgeoisie part donc en guerre contre l'inflation en matière de chômage. Mais quelle guerre ?

S'agit-il de le réduire ou

d'améliorer la situation des chômeurs ? Non bien sûr !

Il s'agit de masquer par tous les moyens l'ampleur du phénomène en escamotant dans les chiffres le maximum de chômeurs.

Il s'agit de revoir comme l'a dit Beullac, «les règles de l'indemnisation de l'aide au chômage», afin de respecter scrupuleusement le plan Barre et donc de limiter aux fameux 6,5%... l'augmentation du volume des indemnités versées aux chômeurs !

La seule lutte que la bourgeoisie puisse mener en matière de chômage, c'est bien celle qui consiste à en cacher les causes : le système capitaliste lui-même dont chômage, crise, inflation sont des maladies inévitables, et ce, par les pires mensonges. Ne va-t-elle pas jusqu'à en rendre responsable les travailleurs eux-mêmes, comme le fait l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) qui prétend dans «UIMM actualités» :

«Les demandeurs d'emploi englobent des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, soit ne peuvent pas travailler, soit n'en ont nullement l'intention, ou alors dans des conditions tout à fait particulières et exceptionnellement rassemblées», ce qui lui permet de conclure tout bonnement que «les vrais chômeurs sont actuellement entre 4 et 500 000 au maximum» (sans doute cette «marge d'intégration entre l'offre et la demande d'emploi» dont parle le déjà sinistre Beullac).

En cacher les causes, en faire payer le prix au maximum par le peuple travailleur, s'en servir comme levier pour tenter d'étouffer les luttes, voilà l'action de la bourgeoisie en matière de chômage !

Législatives

On a les alliés qu'on mérite

Nous avons eu l'occasion de parler à plusieurs reprises de la lutte à couteaux tirés entre les différentes factions bourgeoises candidates à la direction de l'Etat capitaliste, lutte que les législatives partielles en cours ont particulièrement mise en lumière.

Chacun y a trouvé l'occasion de choisir son camp et les appels tous azimuts à divers rassemblements n'ont pas manqué.

Du côté des groupes fascistes déclarés on a noté le soutien du PFN (Parti des forces nouvelles) au projet de Chirac.

Le Front national de son côté, dans un communiqué paru le 16 novembre au soir, à l'issue d'une réunion de son Bureau politique a également pris position :

«Il félicite ses électeurs de Haute-Loire de la discipline dont ils ont témoigné en assurant l'échec du candidat gouvernemental». (C'est à dire en assurant la victoire du candidat de l'Union de la gauche Eyraud élu avec un écart de moins de 300 voix)

Il demande à ses sympathisants (pour dimanche prochain) «de faire échec dans le Rhône au candidat du parti giscardien».

IL n'a pu choisir entre majorité actuelle et candidats du PCF et appelle donc à l'abstention dans les Yvelines et l'Allier.

Ces gens-là ne sont pas aveugles. Que cela ouvre les yeux de ceux qui ont encore quelques doutes sur la nature de la coalition politique dite Union de la gauche : le clan bourgeois partisan d'un capitalisme d'Etat renforcé et s'ouvrant beaucoup plus vers le champion en la matière, l'URSS social-fasciste et social-impérialiste.

Clermont-Ferrand
Une ouvrière
de
l'imprimerie
Mont-Louis
témoigne
article p4

Face au chantage de la commission «trilatérale»

La riposte de l'OPEP

Suite de la p. 1

Tous ces beaux messieurs mijotent des analyses absolument fascinantes sur «l'ingouvernabilité» des pays impérialistes où grandit la contestation du système capitaliste, thèses qui réclament que les intellectuels, journalistes, enseignants... et classes ouvrières, bien évidemment, soient promptement remis au pas. Thèses bourgeoises qui nient la capacité révolutionnaire des prolétaires et des peuples, mais aussi thèses fascinantes qui supposent une répression accrue contre les peuples.

Les récentes menaces proférées par Kissinger à l'encontre des pays producteurs de pétrole et de l'OPEP sont une claire illustration des pojets de la «trilatérale». Sur ce point, Kissinger ne risque guère d'être désavoué par Carter !

A un mois de la prochaine réunion des pays producteurs de pétrole, les USA ont entrepris d'intenses efforts pour tenter d'empêcher toute nouvelle augmentation du prix du pétrole, entamant à ce sujet des «consultations d'urgence» avec les pays d'Europe occidentale et du Japon. L'administration américaine a publiquement menacé une nouvelle fois les pays exportateurs de pétrole de ses foudres, d'une cessation de livraison de matériel militaire, voire en

termes voilés, d'une possible intervention en direction des puits de pétrole. C'est que la situation économique des pays capitalistes est loin d'être brillante. Le chômage et l'inflation y continuent leur ascension, la «relance» s'essouffle déjà et les experts prédisent l'approche d'une nouvelle récession économique. Le ralentissement de l'économie américaine se répercute en Europe où il aggrave les difficultés de pays comme l'Angleterre, l'Italie ou la France. Face aux légitimes revendications des pays pauvres dont l'exploitation grossit sans cesse leurs profits, les monopoles occidentaux font taire un instant leurs dissensions pour tenter de serrer les rangs. Mais cette unité est bien précaire, chacun cherchant à tirer la couverture à soi au détriment du voisin, dès qu'une occasion se présente.

La ferme attitude des pays exportateurs de pétrole risque fort d'accroître la division et le désarroi dans les rangs impérialistes.

Au sein de l'OPEP, l'unanimité règne quant à la nécessité d'un relèvement du prix du pétrole, majoré de 10 % l'an dernier et stationnaire depuis le 1er octobre 1975.

«L'OPEP n'a pas peur des USA» titraient ces jours-ci les journaux de Téhéran,

particulièrement visé par la menace américaine, ils soulignent qu'«une fois de plus les USA cherchent à dresser les pays pauvres contre les pays exportateurs de pétrole, alors que les vrais responsables de l'appauvrissement du tiers monde sont les pays industrialisés».

Le président vénézuélien traité de «rapace» par les USA réplique vertement : «Augmenter les prix du pétrole n'est ni le résultat d'un caprice, ni un abus des membres de l'OPEP. C'est un droit pour un groupe de pays qui voient tous les jours augmenter les prix des produits manufacturés et des

importations qu'ils sont obligés de faire par la faute de l'inflation». Et le ministre koweïtien du pétrole lui fait écho en affirmant : «Le temps n'est plus où de pareilles menaces avaient une portée. L'OPEP prendra les mesures suivant ses intérêts. Elle saura riposter aux menaces des USA».

Une ferme réponse qui, au-delà du porte-parole de l'impérialisme US s'adresse à tous ses compères de la «trilatérale» comme aux sociaux-impérialistes de Moscou qui rêvent de les remplacer pour devenir le pillard No 1 du tiers monde.

Kampuchea : L'armée révolutionnaire participe à la production agricole

Selon la radio du Kampuchéa démocratique, les commandants et les combattants de l'armée révolutionnaire de tout le Kampuchéa sont en train de participer activement à la production agricole.

Les commandants et les soldats stationnés dans les trois fermes d'Etat de Phnom Thon, Cham Pak et Boen Pring, province de Battambang, ont construit de nombreux projets d'irrigation au cours de la précédente saison sèche, lesquels sont capables d'irriguer plusieurs dizaines de milliers d'hectares de terres. Maintenant, ils s'occupent de l'aménagement des champs pour obtenir une meilleure récolte de riz tardif.

Grâce aux projets d'irrigation construits au cours de la précédente saison sèche, avec l'aide des paysans locaux, les commandants et les combattants de l'armée révolutionnaire dans les deux fermes de Thma Kaul et d'Andaung Pring, dans le nord-ouest du Kampuchéa, ont pu rentrer une bonne récolte de riz précocé. Le repiquage du riz tardif est d'ores et déjà achevé.

Les garde-frontières stationnés à Prey Veng et à Preah Vihear ont, eux aussi, pris une part active à la production.

Espagne

la bourgeoisie divisée

La bourgeoisie espagnole est actuellement divisée sur la tactique à suivre. Une partie, soutenue par le gouvernement actuel, voudrait une certaine libéralisation qui permettrait à l'Espagne de passer «en douceur» à un régime de démocratie bourgeoise. Ce système lui paraît actuellement le meilleur pour continuer à maintenir sa domination sur le prolétariat espagnol pour deux

raisons principales : tout d'abord la lutte du peuple espagnol contre le fascisme est de plus en plus forte et la bourgeoisie espère, en «démocratisant» le régime franquiste, retarder l'explosion populaire contre le fascisme et le capitalisme, elle sait qu'elle peut, dans cette entreprise, compter sur le soutien des révisionnistes et des sociaux-démocrates espagnols.

La seconde raison est que la bourgeoisie espagnole aimerait se rapprocher des autres pays capitalistes européens et même, essentiellement, entrer dans le Marché commun, mais pour cela, il lui faut modifier ses structures sociales et économiques qui se prêtent mal à une telle intégration.

L'autre partie de la bourgeoisie se cramponne aux structures de l'Etat fasciste et semble décider à ne pas admettre facilement l'orientation du gouvernement. La manifestation au sujet des anniversaires de la mort de Franco et de celle du fondateur de la phalange, Primo de Ribera, qu'elle organise dimanche devrait en être la démonstration. On note également une recrudescence des attentats de groupes fascistes, comme le «Commando A. Hitler» contre des travailleurs en lutte.

Tel est le fond du débat qui se mène actuellement

aux «Cortes», parlement fasciste espagnol, débat interne à la bourgeoisie et qui ne saurait de toute façon, en aucun cas répondre ni aux aspirations ni aux intérêts du peuple espagnol.

A part les traîtres et les naïfs, tout le monde sait que, sauf lorsqu'elle y est acculée par la lutte acharnée des masses, la bourgeoisie ne prend jamais de décisions qui ne soit conforme avec ses propres intérêts.

La bourgeoisie espagnole peut rien «libéraliser» le régime, cela ne remettra en rien en cause la structure capitaliste de l'Etat et elle augmentera ses profits. Seule la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole, déjà chargée d'un passé héroïque, balayera l'exploitation capitaliste et ses valets révisionnistes d'Espagne et permettra l'instauration d'une véritable république socialiste espagnole.

Nouvelles du mouvement marxiste-léniniste



Le Parti communiste des ouvriers (M-L) de Norvège a tenu son 2^e Congrès



Parmi les très nombreux messages des Partis communistes du monde entier qui ont été envoyés à l'AKP (m-l) à l'occasion de son 2^e Congrès, on pouvait noter un message du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Dimanche 14 novembre 1976, l'AKP (m-l) a terminé son deuxième Congrès. Le Congrès a adopté un nouveau programme.

Le programme déclare que l'AKP (m-l) se base sur le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tsé-toung, formé en premier lieu par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao. L'AKP (m-l) applique cette théorie scientifique aux conditions de la Norvège. Le Congrès déclara que le programme du 1^{er} Congrès de l'AKP (m-l) en 1973 était essentiellement correct, mais qu'il contenait certaines erreurs importantes et

qu'il y manquait certaines choses. Le nouveau programme se distingue de l'ancien, entre autres, par une discussion plus approfondie du rôle du parti, de la lutte contre le révisionnisme moderne, la social-démocratie et autres formes de l'opportunisme, et de la lutte contre l'impérialisme et surtout les super-puissances, l'URSS et les USA. Le programme corrige des erreurs d'analyse de classe du programme de 1973. Il y est établi que la contradiction principale de la Norvège est celle entre le prolétariat et la bourgeoisie, et que pour gagner la révolution, le prolétariat doit s'allier aux paysans et pêcheurs travailleurs, et se mettre en tête de tout le peuple travailleur. Le programme discute aussi de manière approfondie la révolution socialiste prolétarienne, la tâche stratégique de la classe ouvrière et du Parti en Norvège. Le programme souligne le fait qu'il existe un danger accru que les

deux super-puissances impérialistes déclenchent une 3^e guerre mondiale et un assaut contre la Norvège. Si cela arrive, le Parti doit se mettre à la direction du prolétariat et du peuple travailleur de Norvège, déclencher une guerre populaire nationale et révolutionnaire contre l'impérialisme, ne pas s'appuyer sur une super-puissance contre une autre, ne pas se fier à la bourgeoisie norvégienne ou son appareil d'Etat. La classe ouvrière et le peuple travailleur doivent libérer la Norvège par leurs propres moyens et lutter pour que la victoire dans la guerre de résistance signifie la victoire de la révolution socialiste et l'établissement de la dictature du prolétariat en Norvège.

Le Congrès a élu un nouveau Comité Central du Parti. Le Comité Central a tenu sa première réunion où il s'est constitué et a réélu le camarade Pal Steigan à la présidence de l'AKP (m-l).

Les continuateurs de la Révolution Culturelle

**JEUDI 18 NOVEMBRE
20H30 MUTUALITE**

Metro Maubert Mutualité

entrée 7F

Association des Amitiés Franco-Chinoises
32 rue Maurice Ripoché 75014 Paris 753-67-40

nouvelles intérieures

MERCREDI

LES FLICS DANS LA RUE

A la mi-octobre, déjà, plusieurs milliers de flics s'étaient rassemblés, notamment à Paris. Mercredi, ils organisèrent même des sortes de manifestations. A Paris, ils se sont rendus au ministère des Finances pour y déposer des listes de pétitions.

Et l'on s'en doute, lorsque l'on va au ministère de la rue de Rivoli, ce n'est pas pour n'importe quoi, c'est pour réclamer pour la flicaille un peu plus de sous.

En juin 1975, Poniatovski leur avait promis la parité de salaire entre la police «militaire» (c'est à dire la gendarmerie) et les «civils», c'est à dire les flics de ville, en uniforme ou en gabardine, ainsi que les CRS. Le communiqué de l'intersyndicale de la police indique assez clairement l'angle sous lequel nous devons apprécier le développement des contradictions dans l'appareil militaro-policié de l'Etat bourgeois. Il est dit, en effet, qu'elle s'inquiète de la «surévaluation de la police militaire, qui se voit confier les missions de confiance au détriment de la police nationale, qui tend à devenir une police de seconde zone».

Personne ne peut nier, en effet, que l'Etat tend depuis plusieurs années à gonfler les effectifs et élargir les missions «d'ordre» de la gendarmerie. La gendarmerie est la police militaire, rattachée au ministère des Armées, dont la fonction d'origine était d'assurer l'ordre dans les campagnes et le commerce de la bourgeoisie. Il est clair que cette force a été gonflée du fait de sa plus grande souplesse militaire pour des tâches anti-ouvrières et anti-populaires. Dans chaque ville, aujourd'hui, sillonnent ou stationnent des colonnes de cars et de voitures blindées de la gendarmerie dite «mobile».

Ce que critique l'intersyndicale, n'a strictement rien à voir avec le fond de la question, qui est le développement de l'appareil militaro-policié de l'Etat. En fait, il s'inquiète qu'on «ne leur fasse plus confiance» pour ces tâches et que l'on fasse appel à des militaires. Leurs actions n'ont donc rien de «progressiste» et ne constituent pas une faille dans l'appareil d'Etat.

Par contre, par rapport à ces contradictions entre secteurs de cet appareil, il est intéressant de voir quelle position développe le faux Parti communiste de Georges Marchais. Les idées qu'il tente de développer largement parmi les masses populaires sont que la police est le «reflet de la société». Ainsi, l'Humanité du 17 novembre écrivait que «la crise de la société se répercute au sein-même de la police», qu'un «ensemble de

raisons conduisent les hommes qui en font partie à contester de plus en plus»...

Autrement dit, l'idée chère au PCF, c'est que le mouvement actuel de certaines catégories de flics est progressiste ; qu'il serait pour une «police au service du citoyen». Or, nous l'avons vu, rien n'est plus faux.

La police, qu'elle soit militaire ou non, qu'une partie soit ou non favorisée par rapport à une autre, est toujours l'un des piliers fondamentaux du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie monopoliste.

La vérité, c'est que le PCF, par sa position, réclame une partie du pouvoir de l'appareil d'Etat (voir photo de l'affiche de la mairie PCF de Montreuil).

Tant qu'existe l'Etat bourgeois, son appareil dans sa totalité est au service de la bourgeoisie. Les luttes internes qui peuvent l'animer ne doivent pas nous tromper ; elles sont des luttes de faction et de clans pour le repartage du pouvoir et en définitive du profit monopoliste.

Pendant que la bourgeoisie menace et ment

La révolte gronde chez les chômeurs

Suite de la p. 1

Aussi l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), avec ses commandos spéciaux de contrôleurs... nouvellement créés, va-t-elle pouvoir partir en chasse pour débusquer ces faux chômeurs qui vivent de la «rente» que leur verse la «communauté» autrement dit ces femmes (qui pourraient bien rester chez elles à élever leurs gosses), ces jeunes (forcément fainéants et qui entraînent leurs cheveux longs au coin des rues), ces immigrés (qui ne savent même pas écrire : quelle aubaine !), ces travailleurs (qui refusent de quitter leur famille pour aller à des kilomètres dans un emploi sans rapport avec leur qualification et salaire antérieurs) etc.

Selon l'enquête fournie par la SOFRES (1), et sur sa demande, au ministère du Travail (publiée dans «Liasons sociales» du 29 octobre 76) :

plus de 55 % des chômeurs recensés (officiels) ont moins de 1 000 F par mois, dont 25 % qui ont moins de 500 F !

seulement 11 % ont plus de 2 000 F...

Mais c'en est trop encore sans doute, et qui limite l'aide nécessaire aux grands groupes financiers ou industriels privés ou nationalisés !

Notons que moins de 19 % (à peine le dixième de l'ensemble des chômeurs réels) perçoit les fameux 90 % !

L'enquête fait ressortir l'isolement, l'ennui et les difficultés financières liés à la situation de chômeurs et ne dit rien de cette catégorie d'inactifs que sont les véritables parasites bourgeois vautreés dans le luxe et l'oisiveté !

La bourgeoisie de «gauche», avec ses «nationalisations» et sa «gestion démocratique» (entendons : capitalisme d'Etat renforcé) ne changera rien à l'affaire. C'est pourquoi les batailles qu'elle mène à ce sujet ne sont que des batailles de chiffres derrière lesquels elle cache sa hâte de ravir à l'autre (la «libérale avancée») les rênes de l'Etat et les bonnes rentes qui en découlent.

Les partis de «gauche» comme les direction des syndicats qui leur sont soumises n'ont jamais organisé la lutte des chômeurs et les ont laissés désarmés, isolés, face à l'oppression capitaliste. Et pour cause, puisque leur but à l'égard des travailleurs est de les encadrer fermement pour perpétuer le capitalisme, et à l'égard de leurs luttes, de les détourner pour s'en servir de tremplin en vue d'accéder au gouvernement. Ils ne prétendent d'ailleurs nullement supprimer le chômage et reconnaissent même qu'il faut l'accroître : n'est-ce pas le sens des fameux accords signés sur l'indemnisation du chômage, exemple typique de dévoiement de la lutte contre les licenciements ?

Maintenant, comme chez tous les exploités, la révolte gronde chez les chômeurs. Nul doute qu'ils tenteront de briser leurs luttes et de s'en servir comme force d'appoint !

Voilà d'excellentes conditions pour qu'on se développent les luttes des chômeurs et avec elles, leur conscience que la seule voie est celle de la lutte à mort contre la bourgeoisie de «droite» ou de «gauche», celle de la révolution prolétarienne, sous la direction du parti marxiste-léniniste, pour abattre le capitalisme, instaurer le socialisme et en finir avec le chômage.

(1) SOFRES : organisme de sondage.

VILLE DE MONTREUIL

POUR LA SÉCURITÉ ET LA TRANQUILLITÉ

La Municipalité adresse un solennel appel à toute la Population pour que le sang-froid joint à l'esprit de tolérance mutuelle, anime nos concitoyens.

La liberté de chacun doit respecter la liberté de tous.

Les soucis quotidiens aggravés par la chaleur ne doivent pas se traduire par une agressivité généralisée et génératrice de drames.

La Loi, qui a été aux Maires de la Région Parisienne toute autorité sur la Police, rend d'autant plus responsables le Ministre de l'Intérieur et ses subordonnés qui doivent assurer la protection des biens et des personnes.

L'expérience prouve que cette protection est très mal assurée et que le Pouvoir s'accommode - malgré les spectaculaires et inefficaces opérations " coups de poing " - du climat d'insécurité vécu dans toute la France.

La manipulation de quelques individus n'est pas étrangère aux pratiques de toujours des Gouvernements antidémocratiques.

Au service de tous les Montreuillois et Montreuilloises, la Municipalité apporte tous ses soins à éviter tous incidents et à répondre à toute sollicitation.

Elle demande aux Pouvoirs Publics d'assumer leurs responsabilités.

La Municipalité.

Juillet 1976.

En feuilletant «L'Humanité Dimanche» ...

La lecture de «L'Humanité-Dimanche» est toujours pleine d'enseignements... sur le vrai visage des dirigeants du PCF. Le numéro du 16 novembre ne contredit pas cette règle.

Parmi bien d'autres choses, on y trouve en page 25 une discussion à propos d'une émission de télé relatant les «malheurs» d'un PDG. Cette émission, tout à fait conforme à la propagande du PCF, visait à nous faire nous apitoyer sur le sort du directeur d'une entreprise qui, après avoir licencié 83 travailleurs, se trouve à son tour remercié par la multinationale qui a pris le contrôle de l'entreprise.

Participe au débat un cadre de chez Renault, membre du PCF, qui déclare : «Ce qui est très frappant, c'est la prise de conscience réalisée à travers Bernard Kerbirant de ce qu'un cadre est salarié même s'il est directeur de la boîte». Ce monsieur aurait dû dire cela aux ouvriers licenciés chaque jour par de tels «salariés».

Les dirigeants du PCF voudraient faire prendre les vessies pour des lanternes et les PDG pour alliés des travailleurs.

Page 54, on trouve une autre illustration de cela. La parole est en effet donnée au directeur d'études d'une firme multinationale, spécialiste du «marketing». Ce monsieur déclare : «Si j'étais en régime socialiste, on me demanderait peut-être d'aider à écouler dans l'année un million de tonnes de détergents pour permettre de faire tourner la capacité de la production nationale et d'éviter le chômage dans la branche... Je me sentirais personnellement davantage motivé. Je me mettrais au service des méthodes de planification démocratique...»

Tout ceci a au moins le mérite de montrer, ce que serait ce «socialisme» là. Les hauts cadres et autres PDG, aujourd'hui non-propriétaires des moyens de production, y seraient les maîtres grâce aux nationalisations. Quant aux travailleurs, ce sont les mêmes qui continueraient à les licencier.

UNE INSULTE AU PEUPLE GUADELOUPEEN

Alors que du fait de l'incurie du colonialisme français, le peuple guadeloupéen vit depuis des mois dans des conditions aggravées de misère et d'insécurité, le secrétaire d'Etat au «Dom-Tom» Olivier Stirn était l'hôte, récemment, des clubs «Skala», spécialistes de vacances et de voyages «exotiques et ensoleillés».

Stirn leur a complaisamment présenté un exposé sur les brillantes perspectives du tourisme dans les Antilles françaises, se réjouissant du fait que le tourisme pour milliardaires y ait atteint cette année 100 000 personnes. Les voyageurs de standing exigeant, outre le soleil, la mer, les palmiers et les «indigènes folkloriques», un confort dernier cri, on

leur bâtit des hôtels de luxe à la chaîne, pendant que le peuple guadeloupéen continue de croupir dans des bidonvilles et de pauvres masurettes bien entendu !

Stirn a même poussé l'indécence jusqu'à insister sur la nécessité de redresser la situation anormale du fait de l'activité du volcan de la Soufrière, car elle «risque de mettre en péril le développement du tourisme en Guadeloupe». Il a dans la foulée, annoncé l'ouverture prochaine d'un casino et d'un golf, dans la région touristique qui se situe dans l'île de la Grande Terre «à l'abri du volcan». Une insulte de plus à la misère délibérément entretenue en Guadeloupe par le colonialisme français, qui ne restera pas impunie.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE



Révélation d'une ouvrière de l'imprimerie Mont-Louis de Clermont-ferrand

COMMENT LES RESPONSABLES CGT ONT PRETE MAIN FORTE AUX FLICS POUR FAIRE CESSER LA GREVE

En grève depuis le 14 octobre contre la menace de 200 licenciements qui pesait sur eux, et contre des pertes de salaires importantes consécutives à des réductions d'horaires, les travailleurs de l'imprimerie Mont-Louis étaient amenés à occuper les locaux de leur usine au bout de quelques jours. Mais le 3 novembre au matin, les flics intervenaient pour les déloger de l'usine. C'est alors que sans que rien n'ait été obtenu, les responsables de la CGT appelaient les travailleurs à reprendre le travail. Une ouvrière de l'imprimerie nous raconte dans quelles conditions ces responsables CGT devaient arriver à leurs fins, prêtant ainsi main forte, objectivement, au patron et aux flics contre les travailleurs.

Comment s'est terminée la grève ?

Très tôt, le matin du 3 novembre, deux fourgons de flics sont venus. Ils ont dit à ceux qui occupaient : « Vous avez cinq minutes pour sortir ». A ce moment-là, dans l'usine, il n'y avait pas beaucoup de monde, l'équipe de nuit qui occupait venait de sortir. Pendant les cinq minutes, les ouvriers qui étaient restés ont téléphoné à toutes les autres boîtes du Livre. 2 heures après, des ouvriers de Copono-Book, d'ITQA, de la Fomac, du journal « la Montagne » et de la SCPC étaient là, devant l'usine. C'est à dire 200 ouvriers environ.

Quand je suis arrivée, les délégués étaient en discussion avec le patron pour savoir ce qu'ils allaient faire. Quand ils sont redescendus, ils nous ont dit : « vous pouvez reprendre le boulot si vous voulez, l'imprimerie est ouverte ». Pour eux, c'était fini, il fallait reprendre le boulot. Mais on n'était pas d'accord, et on l'a dit. On a demandé un vote et on est allé à la Maison du Peuple avec les ouvriers des autres boîtes qui avaient débrayé en solidarité. Entre temps, d'autres CRS étaient arrivés.

A la Maison du Peuple, le secrétaire régional de la Fédération française des travailleurs du livre CGT, Vernin, qui travaille à « la Montagne », nous a dit qu'il fallait reprendre et poursuivre l'action sous d'autres formes.

Les ouvriers des autres imprimeries, en grève pour nous soutenir, n'étaient pas contents. Ils ont dit qu'ils n'avaient pas débrayé pour rien, mais pour soutenir la lutte jusqu'à la victoire, et jusqu'à satisfaction de la revendication d'alignement du point du livre sur Clermont avec le point en vigueur à Paris (revendication avancée pour compenser les pertes de salaires de 200 à 300 F consécutives aux réductions

d'horaires). On voulait retourner occuper l'usine et chasser les non-grévistes. A notre demande de vote, Vernin a répondu : « c'est pas la peine, il n'y a pas besoin de vote ».

A la Maison du Peuple, un ouvrier de Mont-Louis est intervenu pour dire que la CGT n'avait rien fait pour soutenir notre grève, et que seule la CFDT était venue nous aider. Un responsable de l'Union départementale CGT lui a répondu qu'il fallait reprendre le travail, et que maintenant ça ne servait à rien de continuer parce que les flics occupaient l'usine.

On a démarré la grève parce que le patron avait réduit les horaires, à la tête du client. Maintenant on a repris et les 200 licenciements prévus ne sont pas supprimés ! A la radio, pour expliquer la reprise, le délégué a dit que la grève avait été un grand enrichissement, même si on n'avait rien obtenu !

Que se passe-t-il maintenant dans la boîte ?

Avec les non-grévistes, on ne se parle pas. La deuxième semaine de grève, ils sont allés manifester avec les autres cadres CGT en scandant : « les flics avec nous ! ». Les cadres CGT ont jugé nécessaire de se justifier dans un communiqué de presse, dans « la Montagne », pour dire que s'ils n'ont pas soutenu les ouvriers, c'est pour que les cadres ne quittent pas la CGT !

Au niveau des grévistes, il y en a qui veulent recommencer... Moi, je ne suis pas syndiquée. Parce qu'il y a 2 ans, je me suis fait voler. On nous donnait, à nous les femmes, seulement la moitié d'un timbre (sous prétexte qu'il n'y en avait pas assez), alors que les hommes en avaient un entier. Mais on payait plus que la moitié de la cotisation. Cette année, le

délégué est revenu me proposer le timbre, j'ai dit non.

Comment vois-tu l'avenir ?

La prochaine grève, il faut tout bloquer, il ne faut pas s'occuper de la légalité. Eux, ils voulaient tout faire dans la légalité.

Dans le journal « la Montagne », la section CGT de

« la Montagne » a fait un communiqué pour protester contre l'appel à un débrayage d'une heure seulement (lancé par les dirigeants de la FFTL-CGT), suite à l'intervention de la police. Et la section a ajouté qu'à « la Montagne », les travailleurs ont fait 24 heures de grève... Dans cette même édition, la FFTL-CGT, dans un communiqué, jugeait bon de deman-

der aux syndiqués de garder confiance dans les délégués...

La plupart des délégués du personnel et des délégués au Comité d'entreprise de l'imprimerie Mont-Louis n'étaient pas contre les travailleurs, seulement Vernin, le délégué régional de la FFTL-CGT, et la direction CGT, eux, étaient vraiment contre nous...



Le Mans, foyer du bâtiment

La révolte gronde

Dimanche 14 novembre, les locataires du foyer du bâtiment organisaient une Assemblée générale pour dénoncer leurs conditions de logement et les loyers. Ils avaient invité les journaux locaux, la CGT et l'Humanité Rouge.

Les conditions de logement sont scandaleuses.

— Des chambres de 4 lits, où les couvertures ne sont jamais changées ni lavées, les rideaux déchirés, 3 lavabos pour 4 et l'eau chaude seulement 2 fois par jour (le matin de 6 h à 6 h 30)... tant pis pour ceux qui travaillent en équipe.

— Des murs sales, humides, infectés de moisissures. « Tout est fait pour nous rendre malades » dira un de nos frères immigrés.

— Les sanitaires « dégueulasses » ! Des douches qu'il faut bloquer avec une ficelle... et impossible à régler, si c'est trop chaud ou trop froid, et bien tant pis !

— Pour faire la cuisine, quelques réchauds dans une pièce juste à côté des poubelles débordantes, 4 réchauds pour 30 ou 40 personnes, quelquefois certains doivent attendre jusqu'à minuit pour faire la cuisine... D'ailleurs pour arranger les choses, la direction a récemment fait fermer une de ces cuisines, ce qui fait que les locataires qui en étaient à proximité doivent

faire une centaine de mètres pour aller se faire à manger.

— Une salle de télévision avec 20 chaises pour 150 personnes... c'est à peu près tout, du point de vue des loisirs...

Nous n'avons pas parlé du prix des loyers... et bien cela va jusqu'à 350 francs par mois (11 F par jour), mais ce n'est pas tout. Il faut savoir que ce loyer est retenu directement sur le salaire des ouvriers du bâtiment, une sorte de saisie-arrêt sur les salaires, régulière. Le propriétaire du foyer étant la chambre patronale du bâtiment, c'est plus sûr et plus rentable !

Les locataires ont déjà fait grève il y a 2 ans au début de l'année 74, sans avoir rien obtenu, la grève consistant alors en arrêt du travail sur les chantiers.

Aujourd'hui, malgré les belles paroles de Dijoud, le ministre de l'immigration, il n'y a pas de progrès, au contraire, les conditions au foyer ne cessent de se dégrader.

Les travailleurs immigrés du foyer du bâtiment n'en peuvent plus.

Ce qu'ils réclament :

- La réduction du loyer à 100 F par lit et 150 F pour une chambre individuelle ;
- Amélioration des conditions de logement : réparation des placards, mise en place de pommes pour les douches, amélioration de l'hygiène dans les cuisines, les douches, les WC, des balais et serpillères pour qu'ils puissent nettoyer leurs chambres, une infirmerie, lavage et peinture des murs, l'eau chaude toute la journée, des frigos dans les chambres...
- Modification du règlement intérieur : droit de visite, droit d'affichage, une salle de réunion et d'accueil, une chambre pour les prières, plusieurs télévisions avec des chaises en nombre suffisant ;
- Une allocation pour tous, à l'égal de ce qui existe pour les foyers de jeunes travailleurs ;
- La connaissance des comptes du foyer.

Comment comptent-ils l'obtenir ?

Pour l'instant, ils souhaitent informer largement sur leur situation. D'autre part, ils ont écrit au directeur du foyer, au président de la chambre patronale du bâtiment et au Préfet pour leur faire part de leur mécontentement et réclamer la réception des délégués qu'ils ont élus par nationalité.

Ils laissent 8 jours à ces messieurs pour réagir, faute de quoi ils engageront l'action (grève, manifestation...). Une nouvelle assemblée générale est prévue pour décider des formes de l'action.

Correspondant HR

LES TRAVAILLEURS DE LEON-GROSSE EN GREVE DEPUIS PRES DE 4 SEMAINES

Les travailleurs de l'entreprise Léon-Grosse sont dans leur quatrième semaine de grève. Ils occupent les chantiers de la région lyonnaise. Les ouvriers, dont une majorité sont des immigrés, ont engagé ce mouvement notamment pour obtenir satisfaction sur des revendications salariales.

Face à eux, un patron véritablement de choc. Non content de refuser toute médiation de l'inspection du travail, il mobilise des milices et des chiens contre les travailleurs ! Il a assigné au tribunal 48 grévistes et fait signer nominativement à une trentaine de grévistes l'ordre de lever les piquets de grève. Il a entamé une procédure de licenciement contre 49 grévistes...

Pour être confrontés à de pareilles mesures de répression, les ouvriers n'en sont pas moins déterminés à poursuivre jusqu'au bout leur lutte. Ils font tout pour organiser autour d'eux le soutien d'autres travailleurs. C'est ainsi que, mardi, un meeting a été organisé devant le chantier de la Part-Dieu. De nombreux travailleurs ont déjà participé au soutien de cette juste grève en versant aux collectes, en envoyant des messages de soutien, mais aussi en participant directement au renforcement des piquets de grève.

La lutte continue !



Montpellier

«La chasse aux sorcières» se poursuit UNE DELEGUEE SYNDICALE CFDT DESTITUEE

Je suis déléguée CFDT de l'hôpital St Eloi depuis 72 et communiste marxiste-léniniste.

Depuis 2 ans la CFT essaie de s'implanter et récemment des panneaux sont apparus.

Dernièrement, alors que j'arrachais l'affiche de ce syndicat fasciste, j'ai été prise par le directeur qui m'a conduite au surveillant pour faire un rapport.

Le soir, à la réunion de section, j'expose le cas, demandant qu'une action soit entreprise pour expliquer aux travailleurs la collusion direction /CFT et les mobiliser contre toute sanction.

Au lieu de quoi, il me fut répondu :

— que mon acte était irresponsable !

— que j'avais contrevenu à la démocratie syndicale puisqu'il avait été dit qu'on n'attaquerait pas la CFT !

— que cela était grave car j'avais entraîné l'organisation dans une action individualiste !

Un long débat s'est ensuite instauré pour savoir s'il fallait :

— soit me dénoncer à la direction du CHU pour dire que j'avais agi de manière individualiste et non en tant que déléguée CFDT

— soit assumer la sanction si la CFDT était attaquée mais me destituer de mes fonctions de déléguée. C'est cette position qui a été adoptée.

Aussi la lutte des travailleurs contre la CFT était évacuée, on sautait sur l'occasion de ma juste réaction de classe pour écarter une militante marxiste-léniniste. Comment expliquer cela ?

1) La section CFDT de St-Eloi/Chauliac existe depuis 73.

Sur 2 500 travailleurs, elle regroupe 40 adhérents dont une dizaine de militants. Cela tient d'une part, à sa pratique syndicale, «gauchiste» dans la forme, de fait suiviste par rapport à la CGT, liée à la ligne politique de ses responsables (trotskystes, Union de la gauche). De plus, la longue pratique de collaboration de classe de la section CGT a favorisé les magouillages de FO majoritaire, la démoralisation chez les travailleurs et instauré un large courant d'antisindicalisme.

2) Dans ce contexte, les luttes que mènent les marxistes-léninistes depuis 2 ans pour un syndicat de lutte de classe, s'appuyant sur les

travailleurs, sont inacceptables pour ces responsables syndicaux bourgeois. Ceux-là même, qui, l'an dernier, sabotaient la lutte des travailleurs du Cantou, licenciés par leurs patrons de «gauche», aujourd'hui refusent de mobiliser les travailleurs contre la CFT et en profitent pour destituer une déléguée militante marxiste-léniniste. Car ce qui m'a été reproché clairement, au-delà de mon acte, c'est toute ma pratique syndicale et mon appartenance à l'Humanité rouge.

Actuellement, dans leur haine contre les travailleurs, ces ardents défenseurs de l'Union de la gauche prennent pour cible les communistes marxistes-léninistes. Les déclarations de Maire ne laissent aucun doute.

Mais des syndiqués CFDT sont venus témoigner que je faisais correctement mon

travail de déléguée syndicale et ont protesté contre la sanction, alors que d'autres délégués ne remplissent pas leurs mandats et restent impunis. Et tous les travailleurs de mon service ont signé une pétition demandant «que je conserve mes fonctions dans l'intérêt des travailleurs».

Devant cela, les responsables n'ont pu avancer que des arguments piteux et indiquer que si je me représente, je pourrai être à nouveau désignée.

Mais la nécessité de lutter contre la CFT et contre toute sanction n'a toujours pas été prise en compte.

Quelles leçons en tirer ?

— Les travailleurs sont de plus en plus conscients des contradictions qui les opposent aux dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes.

La tâche des communistes marxistes-léninistes est de leur montrer qu'il est nécessaire et possible de lutter contre ces dirigeants bourgeois, de montrer que la lutte contre le syndicat CFT et le fascisme est partie intégrante de la lutte des travailleurs contre la bourgeoisie.

— Face aux attaques dont ils sont victimes de la part de la bourgeoisie et des dirigeants révisionnistes et réformistes, les marxistes-léninistes doivent s'appuyer sur les masses et leur expliquer qu'il ne s'agit pas d'une bataille de secte mais d'une lutte de classe et que la pratique syndicale et politique des communistes marxistes-léninistes est au service de leur objectif stratégique, la Révolution prolétarienne.

Une camarade.

LE PCF ET LA DEFENSE DE LA HAUTE COUTURE !

«Sauvegardons le potentiel économique de la France» ; c'est un slogan de défense de l'économie bourgeoise que mettent au premier rang de leurs mots d'ordre les dirigeants du PCF tandis qu'ils s'opposent quotidiennement aux luttes contre les licenciements.

Dans l'«Huma-blanche» du 9 novembre ils ont trouvé un autre secteur en péril à sauver : La Haute-couture ! On n'y penserait pas et pourtant c'est vrai !

La citation vaut bien tous les commentaires : «Parce qu'il s'agit de la sauvegarde d'un potentiel national de création, parce qu'il s'agit d'une activité qui est l'un des symboles du prestige de Paris dans le monde, parce que l'emploi et la juste rémunération d'ouvrières particulièrement qualifiées en dépendent, notre parti appelle à l'action».

Et quelle action ! : «Le 25 novembre prochain, les «midinettes» de Paris feront de la Sainte-Catherine une journée de lutte et d'espoir. Dans chaque maison de haute-couture, des apéritifs seront organisés avec la présence des élus communistes de la capitale. Après un rassemblement devant chez Dior, à 18 heures, les employées se rendront en manifestation-ballade jusqu'au bateau-mouche au Pont de l'Alma où une fête aura lieu... alors que pèsent, comme ils le disent plus loin, des menaces sérieuses de licenciements. Mais faisons confiance aux employées pour prendre en main leurs luttes sur les revendications élaborées par elles-mêmes.

Continuons sur les raisons invoquées dans l'article pour défendre le prestige des

produits de luxe de Paris dans le monde : «Le manque de formation professionnelle, la volonté de rentabiliser au maximum les modèles, la volonté de ne laisser en place que de petits ateliers et de ne laisser se développer que les secteurs à hauts profits, l'ensemble de ces conditions constituent un frein à la création en haute-couture».

Voilà un argument de poids pour les épouses de cadres ou de PDG «salariés» qui elles aussi voteront bientôt !

«L'augmentation du pouvoir d'achat, par l'application du Programme commun, permettra une nouvelle impulsion de l'habillement, dans lequel la haute-couture pourra jouer un rôle important».

Ce que l'article ne dit pas, en mettant tous les acheteurs dans le même sac, c'est qui sont les familles les plus touchées par les augmentations des prix des vêtements, quelles sont celles qui sont obligées d'acheter des articles de peu de qualité et qui s'usent assez vite par conséquent. L'article oublie aussi de parler de l'idéologie bourgeoise qui essaie de détourner les préoccupations des filles de la classe ouvrière en particulier vers les questions de mode toujours changeante pour le plus grand profit des capitalistes de l'habillement et de tous ceux qui veulent maintenir les ouvrières hors des luttes : les dirigeants du PCF en font partie.

La réponse des couturières de Lip ou de la CIP, des ouvrières de la Coframaille, Cerizay etc, est une véritable claque pour eux et un poing brandi contre tous les exploités.

Une lectrice de Rennes

Montargis

Les révisionnistes et la lutte contre le chômage

La situation de l'agglomération de Montargis et de ses environs sur la question de l'emploi n'est guère reluisante. Qu'on en juge par quelques exemples.

— les travailleurs de l'ADMI sont en lutte depuis 16 mois pour conserver leur emploi et faire redémarrer leur usine.

— Les travailleurs de la GESA sont tous menacés de licenciement car l'usine doit fermer ses portes dans un proche avenir.

— SOVIREL : 1 000 licenciements environ sont prévus pour l'année 1977

— De nombreuses autres entreprises ont vu leur effectif diminuer.

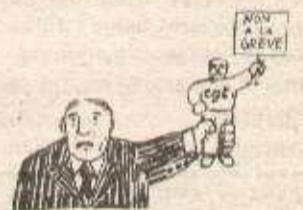
— L'ANPE de Montargis compte environ 1 400 chômeurs dont 600 jeunes de moins de 25 ans, sans compter tous les chômeurs qui ne sont pas inscrits (jeunes sortant des écoles...)

Dans un tract intitulé «Alerte à la population...», la CGT dénonce cette situation scandaleuse et appelle les travailleurs (c'est son rôle d'organisation syndicale) à lutter et à... élever une vive protestation (!) contre l'austérité. Pour cela, les pontes de l'UL-CGT proposaient comme action un débrayage de 1/4 d'heure (sic) le 9 novembre 76, ceci afin de protester contre le chômage.

Les révisionnistes du PCF qui dirigent l'UL-CGT de Montargis restent dans ce tract fidèles à leur ligne d'action et à leurs méthodes visant à démobiliser les masses.

Ils font beaucoup de bruit sur la défense des intérêts des travailleurs mais proposent en fait des «actions d'envergure» du type pétitions, dépôts de motions, délégations auprès de la municipalité et du député RI. Ils font semblant, comme dans ce tract, de dénoncer les conditions d'exploitation qui sont imposés aux travailleurs mais ne font rien pour que ça change.

Lorsque les travailleurs de la CIT étaient en grève pour obtenir de meilleures conditions de salaire et de travail qu'ont fait ces mes-



sieurs de l'UL-CGT et du PCF pour soutenir les grévistes ? Ils déploieront beaucoup d'énergie pour saboter cette lutte qui fut victorieuse dans son ensemble et cela malgré eux. L'UL-CGT, à ce moment-là, a désapprouvé la section CGT de la CIT car celle-ci s'était lancée dans l'action et dans la grève sans informer ces messieurs de la direction locale de la CGT et du PCF. Ils ont tout fait pour entraver le travail de popularisation du comité de soutien qu'ils ne purent contrôler.

Correspondant HR.



Pour la correspondance

avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !**



Brokdorf, Flamanville

Intensification de la lutte contre la pollution

Ces derniers jours ont été marqués par plusieurs manifestations d'opposition à l'installation de centrales nucléaires en Allemagne et en France. Ainsi 30 000 ma-

nifestants rassemblés autour du chantier de la centrale de Brokdorf sur l'Elbe (Allemagne) ont affronté longuement d'importantes forces de police et les barrages mis en place pour empêcher l'accès au site (fossé rempli d'eau, barbelés, mur...). Il y a eu 230 blessés.

décadent. La cause serait l'industrie moderne, ou « la surpopulation ».

Tout cela bien sûr, pour conduire la lutte antipollution dans une voie de garage.

Pour la bourgeoisie de « gauche », qui s'est encore peu occupée de ces luttes, la cause ne peut être que le gouvernement actuel et la solution le Programme commun !

La cause, ce n'est ni « l'industrie moderne » (chimique ou nucléaire), ni l'homme.

La cause réside dans le capitalisme lui-même, les lois de profit et de concurrence qui le régissent, etc.

Nous savons qu'existent la base matérielle, les conditions scientifiques et techniques permettant de prévenir la pollution mais qu'elle ne pourra être radicalement supprimée qu'à condition de détruire la nature capitaliste de l'industrie, tout comme le chômage, l'inflation et ces autres maux du système capitaliste.

Les luttes contre la pollution sont cependant indispensables comme celles contre les licenciements, pour les conditions de travail, etc. Elles peuvent permettre de légères améliorations temporaires et élever la conscience anticapitaliste et révolutionnaire du peuple.

A Flamanville, les travailleurs du centre voisin de retraitement atomique, en grève depuis plus de 2 mois, participaient pour la première fois avec leur section CFDT à la dernière marche qui a regroupé 2 000 personnes pour protester contre le projet de centrale nucléaire.

La pollution en pays capitaliste connaît une large aggravation et reste totalement incontrôlée. C'est pourquoi inévitablement la lutte des masses populaires s'accroît dans ce domaine.

Pour atténuer les contradictions de classe et défendre son pouvoir réactionnaire, la bourgeoisie est pourtant contrainte à quelques efforts pour protéger l'environnement : organismes chargés de ces questions, lois et normes de protection, etc. qui restent bien souvent sur le papier.

L'essentiel de ses efforts vise à masquer le lien entre la pollution et le système capitaliste pourrissant et

Marseille

La prison clandestine d'Arenc

UN PREFET SUR LA SELLETTE

La découverte en 75 d'un centre de détention clandestin sur le port de Marseille avait fait alors scandale : des milliers d'étrangers, pour la plupart Arabes y étaient détenus, avant d'être expulsés, en violation même des lois et procédures que s'est donnée la bourgeoisie pour exercer sa répression contre les immigrés.

Mais, on le sait, la bourgeoisie n'hésite pas à violer ses propres lois, faites dans le seul but de protéger son

bitraire d'Arenc, avait pourtant permis d'établir de façon indiscutable la responsabilité de ces deux personnes.

Le procureur général demande l'abandon pur et simple et le classement de l'affaire.

Comme on le voit, le scandale continue. C'est le scandale permanent de la justice de classe qui ne cessera qu'avec la destruction du système capitaliste.



La prison d'Arenc, ancien entrepôt désaffecté.

pouvoir et réprimer le peuple, quand elles lui paraissent insuffisamment efficaces.

Elle le fait aujourd'hui : La prison d'Arenc continue à fonctionner ; les demandes de poursuites contre les responsables en l'occurrence, le préfet Busières (actuellement à Paris) et M. Maurel, responsable de la voie publique à Marseille ne sont pas suivies d'effet.

L'affaire Berrebouh, un Algérien qui avait subi l'ar-

restation de presse, meeting et actions diverses sont prévues pour empêcher que cette affaire soit enterrée.

Quant à Deferre et la municipalité de « gauche » de Marseille, ça n'est sans doute pas leur affaire : ces gens-là sont responsables au premier chef de la répression contre le peuple dans cette ville et on ne peut s'attendre de leur part qu'à de belles phrases qui ne trompent plus grand monde.

AFFICHES SECHERESSE

Un certain nombre de commandes de l'affiche sur la sécheresse, parvenu depuis quelques temps, n'a pu être satisfait, le tirage étant épuisé totalement.

Pour que nous puissions envisager un deuxième tirage, il est nécessaire que cela soit pour un nombre minimum suffisamment important.

Dans ce cas, il est donc important que nos camarades et amis qui désirent disposer de cette affiche le fasse savoir rapidement à l'administration de l'Humanité rouge.

COMMUNIQUÉ DE LA RÉDACTION

Une partie de la série sur le logement, consacrée aux luttes des locataires, aux enseignements qu'on peut en tirer, l'attitude et au rôle des OPHLM et des municipalités, paraîtra à partir du No daté du mercredi 24 novembre sur une durée d'environ une semaine. Les camarades ou lecteurs qui voudraient recevoir des numéros supplémentaires peuvent dès maintenant fournir leur commande.



IL FAUT ETUDIER L'ECONOMIE POLITIQUE

Les « Editions du Centenaire » ont publié au mois de septembre dernier le tome 1 du manuel portant sur les « Connaissances de base de l'économie politique ». Ce document précieux nous vient du Parti frère chinois.

Nous terminons aujourd'hui la publication d'extraits de ce document.

Le texte ci-dessous est la conclusion du chapitre 1 qui définit l'objet de l'économie politique.

Le président Mao indique : « Lénine a dit que " la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions ". De même, ils apparaissent chez une partie de la classe ouvrière, une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste au sein du prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'État et autres. » Nous devons prendre l'économie politique comme une arme pour nous opposer consciemment au « vent bourgeois » et mener une lutte sans relâche contre les forces capitalistes et contre la bourgeoisie.

Est-ce qu'on rencontrera des difficultés dans l'étude de l'économie politique marxiste ? Bien sûr. Marx, dans la préface à la première édition du « Capital », a écrit : « Dans toutes les sciences le commencement est ardu. » L'économie politique marxiste, quand elle analyse concrètement les choses objectives, saisit leur nature à travers les phénomènes et procède par abstractions scientifiques. C'est pourquoi nous rencontrerons des concepts qui, surtout au début, ne seront pas faciles à comprendre. Mais l'économie politique marxiste a été écrite pour le prolétariat, elle parle de la théorie révolutionnaire prolétarienne. En l'étudiant sérieusement on peut, pas à pas, la comprendre. Il n'est rien de difficile au monde à qui veut s'appliquer à bien faire. S'initier à l'art militaire n'est pas difficile et se perfectionner est aussi possible pour



peu qu'on s'applique et qu'on sache apprendre.

Marx a dit : « Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir des sentiers escarpés. » Les dirigeants de la révolution prolétarienne ont consacré l'énergie de toute leur vie à la création et au développement de la théorie marxiste. Nous devons suivre leur exemple lumineux en nous attaquant ardemment à l'étude des classiques du marxisme-léninisme et des œuvres de Mao Tsé-toung.

Nous devons étudier activement pour maîtriser l'arme théorique du marxisme afin de contribuer à la révolution et à l'édification du socialisme dans notre pays et pour réaliser le communisme dans le monde entier !

Principaux matériaux d'études

Marx : « Préface à la Critique de l'économie politique ».

Engels : « Anti-Dühring » Deuxième partie, chapitre 1.

Lénine : « Karl Marx ». (la doctrine économique de Marx)

Mao Tsé-toung : « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » (5 essais philosophiques) première partie.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

Pli fermé

1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source



culturel

Les continuateurs de la révolution chinoise

Le mouvement des jeunes instruits à la campagne A PROPOS DE LA COMPOSITION D'UNE PEINTURE

Le peintre professionnel Zhu Shuqiao s'explique

Dans la revue des Beaux Arts éditée à Shanghai, le peintre Zhu Shuqiao raconte le processus de création de la peinture «*Saules dans le vent printanier*». Ce texte illustre le lien nouveau et révolutionnaire entre le travail des artistes professionnels et le développement des nouvelles réalités socialistes issues de la Révolution Culturelle en Chine.

Le 22 décembre 1968, le Quotidien du Peuple publiait la directive du Président Mao : «*Il est très nécessaire que les jeunes qui ont de l'instruction aillent à la campagne pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et moyens-pauvres*». Au moment du départ des jeunes instruits, nos dirigeants ont décidé que notre groupe de travail les accompagnerait à la campagne, pour y rester avec eux. Avant de partir, nous avons étudié certains textes et nous nous sommes préparés sur le plan idéologique ; nous avons fixé le groupe que nous accompagnerions. Nous avons fait le voyage en camion avec les jeunes.

Arrivés au village (brigade de la commune populaire), nous avons été chaleureusement accueillis par les responsables des divers échelons et par les paysans pauvres et moyens-pauvres. Par la suite, nous avons participé aux groupes d'étude organisés pour les jeunes instruits par la brigade, ainsi qu'aux cours d'éducation de classe ; nous avons entendu des présentations sur la situation locale, et nous avons longuement discuté avec les familles paysannes ; nous avons pris les outils agricoles pour travailler aux champs, nous nous sommes installés et nous avons participé à toutes les activités.

Je n'avais alors rien d'un invité, j'étais devenu un membre du groupe des jeunes instruits. Nous vivions et combattions ensemble, nous rééduquant avec modestie auprès des paysans. Je savais que pour bien représenter ces jeunes dans mon travail artistique, je devais transformer ma conception du monde et apprendre à les connaître réellement.

En vivant avec eux, j'ai trouvé ce groupe de jeunes très attachant. Chacun d'entre eux avait son caractère propre : réfléchi ou bavard, adulte ou un peu enfantin encore. Dans leur majorité, ils n'avaient pas encore d'expérience de la vie et de la

lutte. Mais ils savaient pourquoi ils étaient là, et ils étaient déterminés à édifier

la nouvelle campagne socialiste. C'était là leur trait commun à tous, c'était une chose nouvelle. Ce trait nouveau s'exprimait partout,

il y avait aussi la scène du départ, les jeunes instruits filant sur le camion, la scène de l'étude, des discussions, les parents venant rendre visite à leurs enfants.

Le premier problème rencontré fut le suivant : quelle scène, quel aspect choisir,

thème contemporain nous apprend que la disposition d'une intrigue et son exemplarité reposent sur la création de personnages héroïques et en particulier d'un héros principal. Il en est de même pour la peinture. J'ai alors pensé que la scène de l'arrivée et de l'accueil

des jeunes instruits à la brigade était la plus favorable pour faire ressortir les personnages et le thème

sens de cette révolution historique qu'est l'installation des jeunes instruits à la campagne. Finalement, je n'ai pas fait de «*l'accueil*» le thème central de la peinture, et la distribution du thé par une paysanne se passe à l'arrière plan. La peinture saisit l'instant où tout le groupe des jeunes, très excité, attend le début de la réunion en buvant le thé offert par les paysans dans

Au centre j'ai placé une très jeune fille, l'air encore enfantin, mais attentive à écouter le Parti, confiante et déterminée. Elle scrute ce cadre nouveau pour elle, qui sera désormais celui de sa vie militante. L'étoile rouge sur sa musette indique qu'elle veut continuer la tradition révolutionnaire. A côté d'elle, d'autres jeunes filles dans différentes attitudes expriment chacune un caractère particulier et vivant : l'une est émue, une autre rit, une autre est étonnée, une autre encore réfléchit ; les unes parlent, les autres boivent du thé, etc. Derrière la figure centrale, une jeune fille réfléchit en tenant son bol : c'est un geste que j'ai observé là-bas ; le bol est plein, mais les sentiments chaleureux des paysans-pauvres et moyens-pauvres débordent plus encore ! il y a aussi un jeune garçon discutant avec un vieux paysan, ce qui ex-

prime leur relation pleine d'affection. Pour représenter l'attention et le rôle du Parti vis à vis des jeunes, il fallait montrer un responsable qui accompagnait le groupe : il parle dans un coin avec le secrétaire de la cellule du Parti de la brigade ; à la poussière sur ses habits et au fait qu'il tient aussi un bol de thé, on voit qu'il a fait le chemin avec les jeunes.

Divers détails, objets, inscriptions, indiquent encore le contexte de la scène et montrent que l'on est bien là dans la salle d'une brigade de production à la campagne, et que tout le monde va bientôt aller travailler aux champs.

Si un artiste révolutionnaire ne se plonge pas dans la vie et les luttes des ouvriers, paysans et soldats, il est comme un poisson hors de l'eau et son travail de création perd sa source ; mais en même temps, s'il ne réforme pas sa conception du monde, il ne peut pas comprendre le courant principal de la vie, ni créer des personnages plus dans la vie.



dans chacune de leurs actions, combinée à leur caractère propre à chacun.

C'est ainsi qu'en travaillant et en parlant avec eux, j'ai pu mieux les connaître.

Dans ce contexte si riche, ma tête, mes yeux et mes mains avaient peine à suivre. Mais j'ai essayé de saisir toutes les occasions pour observer et faire de rapides croquis.

Lorsque j'avais du temps le soir, je reprenais les dessins de mémoire et j'élaborais des motifs de peinture. C'est sur cette base que s'est développée la peinture à laquelle je suis arrivé.

Au cours de ce séjour, j'ai petit à petit noté des matériaux que je trouvais intéressants ; outre la scène de l'accueil de la brigade, il

pour l'élaborer ensuite ? Nous en avons beaucoup discuté tous ensemble, et nous pensions que le thème des jeunes instruits installés à la campagne devait exprimer toute la signification de cette nouvelle réalité socialiste, tout en étant assez vivant ; mais les matériaux que j'avais accumulés paraissaient insuffisants. J'ai alors relu l'enseignement du Président Mao : «*Puisant leurs éléments dans la vie réelle, la littérature et l'art révolutionnaires doivent créer les figures les plus variées et aider les masses à faire avancer l'histoire*».

J'ai alors réexaminé mes croquis : certains avaient été pris au hasard, d'autres n'avaient guère de signification, et la disposition des personnages s'en trouvait superficielle ou même ne donnait pas une impression de réalité. L'expérience de l'opéra révolutionnaire à

central, et pour exprimer mon propre sentiment vis à vis des jeunes. J'ai alors laissé de côté les autres croquis.

Cependant, il restait encore à trouver comment exprimer les sentiments des personnages à travers cette scène, afin d'exprimer toute la profondeur du thème central. Au début, j'ai d'abord pris la personne qui apporte le thé comme sujet central ;

puis j'ai pensé mettre le secrétaire de la cellule du Parti de la brigade debout en train de prononcer un discours de bienvenue. Mais cette disposition m'a paru trop simpliste, et l'expression des rapports entre les gens se serait trouvée limitée,

je n'aurais pas pu exprimer non plus ce que j'avais senti en vivant là-bas. La peinture aurait été trop insignifiante pour rendre le

ce lieu encore inconnu ou pourtant ils ont décidé de s'aguerrir. Ainsi les personnages constituent le thème central, sans être limité par autre chose, et je pouvais exprimer à la fois le caractère particulier de chacun et leur idéal, leurs sentiments révolutionnaires communs.

La scène et le thème central trouvés, il fallait encore donner une expression à chacun des personnages. La peinture représentant tout le groupe des jeunes exprime leur volonté commune, comme un flot révolutionnaire. Et c'est vrai ils forment une collectivité de combat organisée.

Le calendrier 1977 de L'Humanité rouge est disponible à partir de cette semaine. La formule est enrichie par rapport à celle de l'année dernière. Nous demandons à tous nos camarades de prévoir une diffusion la plus large possible de cet outil politique, qui sera vendu au prix de souscription de 10F minimum.

L'Humanité Rouge

Les marxistes-léninistes du Canada et le Québec

Nous publions ci-dessous deux articles extraits du journal de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, «la Forge». Ils exposent le point de vue des marxistes-léninistes canadiens sur la question du Québec.

Un des mythes les plus largement répandus par la bourgeoisie canadienne — particulièrement auprès des travailleurs du Canada-anglais — c'est que le Québec n'est pas une nation.

Par exemple, «Nous sommes tous des immigrants ici, qu'on soit Grecs, Italiens, ou Français... Si les Québécois n'aiment pas parler anglais, ils n'ont qu'à retourner en France.»

La version la plus répandue de ce mythe présente le Québec comme un des deux principaux «groupes linguistiques» du Canada. On lui accorde certains droits linguistiques et culturels, mais pas plus. C'est ce que mettent en avant Trudeau et Bourassa.

Une véritable nation

Les Canadiens-français, au Québec, ne sont pas seulement un groupe d'immigrants francophones, ni un important groupe linguistique qui se serait concentré, par hasard, dans une province. Ils forment une nation opprimée, privée de ses droits fondamentaux par la bourgeoisie canadienne.

Une nation, comme l'explique J.V. Staline, c'est «une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la

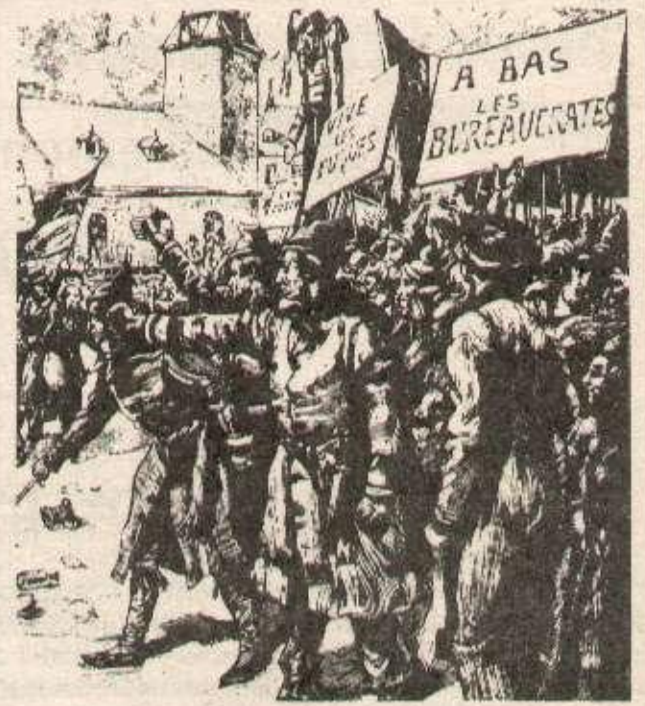
communauté de culture.» L'histoire montre comment le peuple québécois, après des années de croissance et d'oppression, s'est constitué en nation, et en réunit toutes les caractéristiques.

La nation québécoise tire ses origines des colons français venus s'établir ici au début du 17^e siècle. Ceux-ci ont fondé la Nouvelle-France, société coloniale semi-féodale. Le dernier grand mouvement d'immigration française date de 1673. Depuis ce temps, c'est surtout l'accroissement naturel qui a fait passer la population de 6 075 habitants aux 6 millions d'aujourd'hui.

Le français était la langue commune aux colons québécois, jadis appelés «Canadiens», comme elle l'est encore aujourd'hui. Cela les distinguait des colons anglais.

Au cours du 18^e siècle, la formation psychique commune (le caractère national, les mentalités), reflétée dans la culture, s'est développée. Elle était différente à la fois de celle de la mère-patrie, la France, et des colonies anglaises d'Amérique.

Sur le plan territorial, les ancêtres du peuple québécois étaient concentrés dans la vallée du Saint-Laurent (quoiqu'à l'origine, la «province de Québec» comprenait des régions de l'Ontario, du Canada et des États-Unis).



Cette gravure montre un des premiers affrontements de la Rébellion nationale-démocrate de 1837-1838, à Montréal. Au premier plan, les Patriotes en colère dressent le poing devant les «bureaucrates», défenseurs du colonialisme britannique.

Au cours des années, les caractéristiques de la nation canadienne-française ont donc pris forme. A partir des années 1800, le développement du capitalisme a entraîné ce que Staline a appelé «la cohésion économique» nécessaire aux nations capitalistes modernes. Avec la diversification de l'économie et l'accroissement des échanges commerciaux entre les principales villes et la campagne, le Québec n'était plus cet assemblage de communautés agricoles isolées comme du temps de la Nouvelle-France semi-féodale. Avec la langue française, une culture distincte, un territoire propre, et une histoire commune bâtie durant les deux siècles derniers, le peuple québécois est devenu une nation.

Une nation opprimée

Durant sa transformation en nation, le peuple québécois a été conquis en 1763 lorsque la Grande-Bretagne remporta con-

tre la France la guerre coloniale pour le contrôle de l'Amérique du Nord. Pendant 100 ans, les Britanniques ont opprimé les Canadiens-français et essayé par la force, de les assimiler. Mais en vain. Les rébellions de 1837-1838 n'étaient pas seulement des attaques contre le colonialisme, et pour la démocratie bourgeoise, mais au Québec visaient aussi l'oppression nationale. Mais la bourgeoisie canadienne donna force de loi à l'oppression de la nation québécoise en créant la Confédération en 1867.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique — qui est encore aujourd'hui la Constitution canadienne — nie au Québec le droit inaliénable de chaque nation — l'autodétermination politique. La bourgeoisie a essayé de réduire la nation québécoise à un «groupe linguistique» avec quelques «droits culturels». Le peuple québécois n'a pas été consulté sur la Confédération, la nation québécoise a été forcée de faire partie du Canada.

De 1867 à nos jours, la bourgeoisie canadienne a trouvé de nouvelles manières d'opprimer la nation québécoise, toujours sur la base de la négociation du droit d'autodétermination.

L'oppression nationale est très utile à la bourgeoisie canadienne. Elle lui profite non seulement parce qu'au Québec les salaires sont plus bas et que le chômage est plus élevé mais aussi parce qu'elle permet de diviser le prolétariat et le peuple canadiens.

Sur le plan économique, les salaires sont toujours plus bas et le chômage toujours plus élevé que dans toute autre région du Canada ayant un développement économique comparable ; par exemple, le taux de chômage moyen au Canada est de 8 %, alors qu'au Québec il est de 10 %. Les travailleurs québécois — comme les ouvriers de Firestone à Joliette dans le passé — mènent encore des grèves pour la parité salariale avec les ouvriers faisant le même travail en Ontario.

Sur le plan culturel, la bourgeoisie a attaqué la langue du peuple québécois. Dans les 10 dernières années, l'assimilation forcée a conduit, au Québec, 75 000 francophones dans la communauté anglaise. Le droit démocratique fondamental qu'a une nation de parler sa propre langue n'est pas encore reconnu comme le démontre le conflit récent des contrôleurs aériens.

Nier l'existence de la nation québécoise est une forme d'oppression nationale, et pas des moindres. Ce sont les ouvriers canadiens-anglais qui, en particulier, ont la tâche de lutter contre ce mythe chauvin, de démontrer à leurs confrères pourquoi le Québec est une nation, pourquoi tous les travailleurs du Canada doivent s'unir pour le socialisme, pourquoi il faut mettre définitivement fin à l'oppression nationale du Québec.

Luttons contre toutes les manifestations d'oppression touchant la nation québécoise !

Toute une série de privilèges et de mesures discriminatoires traduisent la domination de la nation canadienne-anglaise et exigent de lutter pour les droits démocratiques du peuple québécois. Ces revendications d'égalité dans tous les domaines de la vie sociale, politique et économique doivent être liées à la lutte pour le socialisme à l'échelle du Canada. Lui seulement, pourra assurer le droit à l'autodétermination jusques et y compris la séparation pour la nation québécoise.

Ces manifestations d'oppression touchent différents domaines. Nous avons déjà traité de la question des écoles et mis de l'avant des revendications. Nous abordons ici quelques autres aspects de la vie du peuple québécois pour, là aussi, poser les revendications qui sont justes.

Toutes ces questions demandent encore à être plus élaborées et un programme d'ensemble pour les droits démocratiques de la nation québécoise doit être développé.

Les services sociaux, en particulier les services hospitaliers, sont divisés par nationalité. On sait que les services fournis par les hôpitaux anglophones sont généralement de qualité supérieure.

Nous revendiquons le droit à un système hospitalier, unique, de langue française et laïque. L'usage de leur langue par la minorité canadienne anglaise et les peuples amérindien et inuit (*) est assuré par des services de traduction. Ce réseau unique doit être véritablement au service des masses populaires et ne laisser place à aucun privilège.

La présence d'un réseau complet de communications audio-visuelles anglaises à côté du réseau français est une arme pour maintenir la division nationale et véhiculer le chauvinisme canadien-an-

glais. C'est aussi un puissant moyen d'assimilation linguistique et culturelle.

Nous revendiquons le droit à un réseau unique et public de radio-télévision et de salles de représentation fonctionnant en langue française, qui informe les masses sur les luttes de classes dans notre pays et dans le monde et véhicule l'idéologie et la culture prolétariennes.

Ce réseau comprendra des stations de langue anglaise, et aussi une programmation pour les amérindiens et les inuit et pour les divers groupes linguistiques.

A l'heure actuelle, le développement de la culture québécoise est compromis à cause de la supériorité des moyens mis à la disposition de la nation canadienne-anglaise.

Nous revendiquons le droit pour le peuple québécois au plein épanouissement de sa culture et que pour cela tous les moyens soient pris pour développer la littérature, le théâtre, le cinéma, la musique...

C'est un fait bien connu que le Québec est une réserve de «cheap labor» (**). C'est la même chose également pour le taux de chômage qui est toujours plus élevé au Québec qu'en Ontario et dans l'ensemble du Canada en moyenne.

Nous revendiquons le droit à l'égalité salariale pour les travailleurs québécois et l'illégalité de toute discrimination à l'égard des québécois dans l'emploi, tant au Canada anglais qu'au Québec.

Nous revendiquons l'élimination du chômage massif et des fermetures d'usines qui frappent durement la classe ouvrière et en font une main d'œuvre à bon marché.

Nous revendiquons le respect des droits nationaux des ouvriers québécois dans les syndicats canadiens ou «internationaux».

Dans beaucoup d'entreprises, les travailleurs québécois sont bafoués quotidiennement parce qu'ils sont obligés de se servir de l'anglais pour communiquer avec la direction, pour accomplir certaines de leurs tâches ou encore pour travailler complètement en anglais.

Nous revendiquons le français comme langue de travail au Québec.

Le gouvernement fédéral s'empare de vastes superficies de territoire québécois sans jamais consulter la population locale ou l'ensemble du peuple québécois. C'est le cas pour les «parcs nationaux», pour la région de Ste-Scholastique et pour Hull. Le problème territorial comprend aussi le Labrador.

Nous revendiquons pour le peuple québécois le droit à l'intégralité de son territoire, dans le cadre de l'État canadien.

(*) inuit : nom que se donnent les Esquimaux.

(**) Cheap labor : travail à bon marché.